

La CFDT et le mouvement syndical brésilien : origine et développement d'une expérience de solidarité internationale

*La CFDT y el movimiento sindical brasileño: origen y desarrollo de una
experiencia de solidaridad internacional*

*The CFDT and the Brazilian trade union movement: origin and of an
international solidarity experience*

Claude Roccati



Édition électronique

URL : <http://cal.revues.org/4486>
DOI : 10.4000/cal.4486
ISSN : 2268-4247

Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique
latine

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2016
Pagination : 151-170
ISBN : 978-2-37154-074-3
ISSN : 1141-7161

Référence électronique

Claude Roccati, « La CFDT et le mouvement syndical brésilien : origine et développement d'une
expérience de solidarité internationale », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 83 | 2016, mis en ligne
le 28 février 2017, consulté le 29 avril 2017. URL : <http://cal.revues.org/4486> ; DOI : 10.4000/cal.4486



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative
Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

Claude Roccati*

La CFDT et le mouvement syndical brésilien

Origine et développement d'une expérience de solidarité internationale

En 2005, *La Revue de la CFDT* dédiait un numéro spécial à «l'amitié» de l'organisation avec la *Central Unica dos Trabalhadores* (CUT). Dans ces pages, une syndicaliste brésilienne rappelait l'attitude des deux représentants de la CFDT lors du congrès fondateur de la centrale en 1983. Présents au titre d'observateurs, ils n'ont pas hésité, à l'époque, à saluer la création de la nouvelle organisation syndicale¹. La CFDT est apparue ainsi comme la première centrale étrangère à reconnaître la CUT et reste depuis associée à ce moment glorieux de l'histoire de la confédération brésilienne. Cet épisode montre bien le rôle privilégié de la centrale française, son implication auprès des syndicalistes brésiliens et sa contribution à la reconstruction syndicale et démocratique du pays après les heures les plus sombres du régime. Pour comprendre cette proximité, il est nécessaire de parcourir les différentes étapes qui l'ont rendue possible. L'ambition de cet article est de montrer comment des acteurs syndicaux appartenant à des pays différents et géographiquement éloignés ont évolué grâce aux liens qu'ils ont noués. La démarche est donc proche du «*transnational turn*» que l'historiographie politique et syndicale est en train de vivre [Fink, 2011; Bantman-Altena, 2015]².

* CNRS (UMR 6266), université du Havre.

1. Témoignage de Maria Silvia Portela de Castro, assistante au secrétariat des relations internationales de la CUT dans *La Revue de la CFDT*, «Les racines de l'amitié entre la CFDT et la CUT», mai-juin 2005.
2. Ma recherche s'est heurtée cependant à la difficulté d'accéder directement aux sources

Au début des années 1970, rien en effet ne laisse présager le rôle que la CFDT a assuré à la fin de la décennie. À l'exception des mouvements de libération proches de l'Église, le Brésil est mal connu au sein de la centrale ; peu de ses membres ont eu l'occasion d'y voyager, même parmi les responsables du secteur international. La confédération, à l'image de la gauche française, syndicale et politique, porte plutôt son regard vers le Chili et son gouvernement d'Unité populaire.

Les premiers contacts avec des Brésiliens se nouent parce que la CFDT voit ces derniers dans une situation analogue à celle des Chiliens, réfugiés en Europe après le coup d'État militaire, en lutte contre un régime répressif qu'ils ont dû fuir. La confédération décide de dédier une partie de ses ressources matérielles, en particulier financières, ainsi que son réseau, pour leur venir en aide, comme elle peut le faire avec les Chiliens. Son engagement s'inscrit d'abord dans une politique de solidarité et c'est donc dans l'exil qu'apparaissent les premières relations entre la CFDT et des Brésiliens. Ces circonstances leur confèrent un caractère original : elles font naître l'Opposition syndicale (*Oposição Sindical*) et elles forment les prémices d'un lien fort, d'autant plus remarquable qu'il faut moins d'une dizaine d'années pour que cette expérience de solidarité débouche sur la formation d'une nouvelle centrale syndicale au Brésil.

Néanmoins, cette situation d'exil interroge et pose des questions de fond sur la légitimité d'une telle action. Il ne s'agit pas de l'engagement d'une organisation syndicale auprès d'une autre organisation syndicale, comme cela a pu être le cas avec les Chiliens dont l'organisation syndicale, la *Central unica de trabajadores de Chile*, interdite après le coup d'État, a très vite pu reconstituer un bureau en exil. Le cas des Brésiliens réfugiés en Europe est différent : au Brésil, depuis l'*Estado Novo* institué par Vargas, il existe une organisation syndicale légale attachée au pouvoir. Si les exilés ont pu avoir une expérience de syndicalistes dans le passé, souvent contestataires, ils l'ont eue dans le cadre de cette organisation syndicale, dont ils ne font cependant plus partie. En France, ils sont isolés et n'ont pas pu reformer en Europe une autre organisation. La CFDT se retrouve par conséquent à aider des militants qui se posent d'abord en dénonciateurs du régime, plutôt qu'en membres d'une organisation, soumis en outre aux contraintes du statut de réfugié qui leur interdit toute activité politique [Legoux, 2004]. Alors que la CFDT se donne pour tâche de soutenir des travailleurs ou les organisations de travailleurs, elle aide les exilés non en cette qualité, mais au nom de la

brésiliennes et aux cloisonnements nationaux de la bibliographie critique, ce qui m'a amenée à m'appuyer principalement sur les archives confédérales de la CFDT, en particulier celles de son secteur international, et sur des entretiens avec les principaux acteurs de la CFDT réalisés au cours de ma thèse : « Un internationalisme entre discours et pratique : la politique internationale de la CFDT (1964-1988) », université du Havre, 2014. Les côtes de ces archives qui indiquent « 7H-8H » font référence aux documents du secteur international (SI) ; « 1G-2G », aux documents statutaires.



proximité politique et de la solidarité face aux conditions précaires qu'ils peuvent connaître au quotidien. Dans cette solidarité, il faut ajouter que, vraisemblablement, a également joué le fait de détenir une même culture religieuse, même si cet aspect n'est jamais mis en avant par les responsables de l'époque. Ces exilés qui prennent contact avec la CFDT ont pu avoir des expériences au sein de mouvements chrétiens, en particulier le Mouvement populaire de libération, proche de l'Action catholique ouvrière. Ils partagent donc avec les membres de la CFDT, dont beaucoup sont d'anciens membres de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), des valeurs religieuses à la base de cette proximité culturelle qui participe à l'entente entre exilés brésiliens et syndicalistes français.

La durée de l'exil pose aussi problème. De la même manière que l'exilé a été obligé d'intégrer l'installation à long terme dans un projet qui semblait d'abord provisoire [Rollemborg, 2008], l'organisation syndicale est elle-même en proie aux questionnements que suscite le prolongement d'une situation initialement espérée temporaire. Ses partenaires ne peuvent faire valoir une légitimité qui viendrait de « l'intérieur ». S'ils aident à mettre en lumière la situation réelle du pays, ils ne participent pas à cette réalité et en demeurent les observateurs extérieurs. Pour la confédération se pose par conséquent la question de la nature de cette relation, de sa conformité avec la « mission » syndicale, et de la stratégie à adopter à l'égard des syndicats légaux, alors qu'émerge un puissant mouvement revendicatif au sein de ces organisations officielles. C'est ce questionnement qui l'amène à soutenir la création de la CUT.

Les premiers contacts au Brésil

La première visite au Brésil de représentants de la CFDT, invités à rencontrer des syndicalistes du pays, date de 1969. Elle témoigne de la curiosité de la centrale, perceptible depuis le début de la décennie. Les archives du secteur international de la confédération révèlent que ses responsables ont suivi le coup d'État qui a mis fin à la présidence Goulart en 1964 : elles contiennent une documentation riche, essentiellement constituée d'articles de presse français sur la situation du pays, les bouleversements induits et leurs significations politiques. La mobilisation suscitée par l'arrestation de Miguel Arraes est particulièrement suivie, ce qui montre l'attention du secteur pour cette figure politique à l'origine d'une révolution sociale dans l'État du Pernambouc [Marin, 1995]. Durant ces années, les expériences sociales, en grande partie encadrées par une Église ouverte au mouvement populaire, sont positivement perçues dans une CFDT animée par beaucoup d'anciens jocistes, en particulier dans un secteur alors dirigé par Gérard Espéret, proche de Joseph Lebret et du mouvement *Économie et humanisme* [Belouet, 1999]. En outre, celui-ci a bénéficié à cette même époque des éclairages d'une militante, Paulette Rippert, partie à Crateús au lendemain du coup d'État,

avec l'aide du Comité catholique contre la faim, pour œuvrer à l'organisation des milieux paysans et populaires. Travaillant auprès de Don Fragoso, elle transmet régulièrement au secteur international, depuis 1964 jusqu'en 1969, des comptes rendus de son activité³.

C'est donc sur la base de ces informations que René Salanne et René Decaillon, responsables du secteur international de la CFDT, se rendent au Brésil⁴. Le voyage se révèle toutefois peu concluant. Salanne, dans son compte rendu, avoue qu'il lui a été impossible de se faire une idée précise du syndicalisme brésilien, peu aidé par la situation des militants syndicaux, «traqués» en permanence par les autorités du pays. La nature des personnes rencontrées a également pu décevoir les représentants de la CFDT, même si cela n'a jamais été exprimé explicitement. Cette visite au Brésil s'est faite dans le cadre d'une tournée en Amérique latine, qui avait d'abord pour objectif de visiter l'Argentine à la suite du contact pris par René Salanne avec Raimundo Ongaro, *leader* argentin du courant contestataire de la CGT⁵. La Confédération latino-américaine des syndicats chrétiens (Clasc), dont celui-ci est proche, en a facilité la réalisation pratique. En tant qu'organisation régionale de la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC), à laquelle la CFDT est affiliée, elle est l'interlocutrice privilégiée par la confédération pour accéder au continent sud-américain. Avant d'accepter l'invitation d'Ongaro, l'accord de la Clasc est sollicité et l'organisation du voyage, des déplacements et des rencontres, ont été orchestrés par Alfredo Di Pacce, responsable des relations internationales de la Clasc⁶. Les principaux contacts au Brésil ont donc été fournis par la confédération latino-américaine. Or ceux-ci sont limités, en nombre comme en qualité, en raison de la faiblesse du syndicalisme chrétien dans ce pays, et ils ne sont pas perçus comme satisfaisants par les responsables de la CFDT. À l'issue du voyage, René Salanne déplore en particulier le manque de représentativité des militants rencontrés : s'il retient ses contacts avec quelques directions des confédérations professionnelles, en particulier l'organisation des banques et la confédération nationale des travailleurs ruraux, il juge, certes « dans un contexte difficile et dangereux », ne pas avoir eu affaire à des militants « d'envergure »⁷. Les syndicalistes paysans l'ont « peu impressionné » malgré la jeunesse de leur groupe et leur président dynamique. Ne parvenant pas à repérer les courants et les rapports de force au sein de la confédération brésilienne, il a par ailleurs du

3. Correspondance, 7H722.

4. En l'absence de tout communiqué sur ce voyage, les seules traces qui ont été conservées sont les notes prises par René Salanne durant le voyage et une synthèse manuscrite rédigée pour la commission internationale de la confédération, *Voyage Amérique latine CI 19 mai 1969*, 7H646.

5. Reprochant à la CGT sa trop grande proximité avec le pouvoir, il sera à l'origine de la création de l'éphémère CGTA.

6. Comme en attestent le procès-verbal du bureau confédéral de la CFDT du 8 novembre 1968, 2G32 et la lettre de René Salanne à Alfredo Di Pacce, 1^{er} avril 1968, 7H720.

7. René Salanne, *op. cit.*



mal à juger le fonctionnement d'un syndicalisme intégré, inconnu en Europe. Il invite tout de même à poursuivre les relations, mais il souligne la difficulté de la tâche, aucune figure n'ayant été repérée comme interlocuteur fiable.

La médiation de la Clasc s'étant révélée décevante et sans relais sur place, la confédération manque donc d'information sur la situation du pays. La fiche documentaire commandée au Braec, le bureau d'études de la confédération, qui est chargé de rédiger un état des lieux à la fois politique, économique et social, des principaux pays du continent, témoigne de ces lacunes⁸. À propos des syndicats, cette fiche se contente d'un compte rendu formel mentionnant l'interdiction officielle de centrale nationale, de l'existence malgré tout d'une « multitude de syndicats ouvriers et paysans » et de l'influence prise par la Confédération nationale des travailleurs de l'industrie (CNTI) qui collabore avec le gouvernement. Le document souligne en fait davantage la « résistance héroïque » des ecclésiastiques contestataires du Nordeste en lutte contre leur hiérarchie et la dictature, plutôt que la capacité d'action des organisations syndicales. Il est bien question du « mouvement de grève qui se développe », mais sans qu'aucun détail ne soit apporté, en particulier sur le plan géographique – ces grèves se sont déroulées précisément à Contagem (Minas Gerais) et Osasco (quartier de São Paulo) –, alors qu'elles marquent la première renaissance d'un mouvement syndical autonome, portées par de jeunes travailleurs non *pelegos*, *i.e.* non-insérés dans les syndicats approuvés par le gouvernement et se revendiquant comme membres de l'Opposition syndicale [Erickson, 1977].

La constitution d'un réseau de solidarité internationale

Dans ces conditions, la rencontre en 1972-1973 avec plusieurs syndicalistes en exil en France – des « poissons-pilotes » selon les termes de Denis Jacquot⁹, membre du secteur international, en charge des dossiers d'Amérique latine à la fin des années 1970 – permet enfin à la CFDT de découvrir la réalité du mouvement ouvrier brésilien, une réalité complexe, héritée du modèle syndical corporatiste. Cette date tardive peut interroger : le premier coup d'État a eu lieu en 1964 et un durcissement notable du régime s'est fait sentir après 1968 et l'Acte institutionnel du 13 décembre qui suspend bon nombre de libertés individuelles. De fait, les départs en exil se sont faits par vagues successives. Surtout, beaucoup de ces exilés ont d'abord choisi de se réfugier dans les pays limitrophes du continent sud-américain et c'est seulement avec le développement de régimes autoritaires, en particulier après le renversement du gouvernement Allende au Chili, que les Brésiliens se sont retrouvés en Europe [Chirio, 2005]. Le fait qu'ils entrent en

8. Dossier du Braec, Fiches documentaires sur les pays d'Amérique latine, octobre 1972, 8H1978.

9. Entretien avec Denis Jacquot (9 avril 2013), membre du secteur international de la CFDT, en charge des dossiers d'Amérique latine à la fin des années 1970.

contact avec la CFDT en 1973 est donc assez logique et est directement lié à l'évolution politique latino-américaine.

Les membres de la CFDT font tout d'abord la connaissance de José Domingos Cardoso, appelé aussi « le forgeron » (*ferreirinha*). Ancien ouvrier textile à Joinville puis métallurgiste à Rio de Janeiro, arrêté et torturé après le coup d'État de 1968, il avait été obligé de quitter le pays en 1972. On lui reprochait, outre son activité syndicale, son implication au sein du Mouvement de libération populaire, une organisation clandestine liée à Miguel Arraes, qui dénonçait les pratiques du régime [Chotil, 2015]. Cette implication se situait dans la continuité de son engagement au sein de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC), dont il avait présidé l'organisation nationale entre 1964 et 1968. Le contact avec la CFDT est donc lié à ce passé. À la recherche d'un point de chute, il obtient de la JOC internationale un poste à son conseil d'administration, ce qui lui permet de se réfugier à Bruxelles, où se trouve le siège de l'organisme¹⁰. Il est même probable qu'il ait obtenu cette place grâce à l'aide de René Salanne, alerté par Alfred Hervé-Gruyer, un prêtre de la Mission de France ayant séjourné au Brésil, à Salvador, puis à Rio, entre 1966 et 1971, également membre du Mouvement de libération populaire [Chotil, 2015]. Salanne, en effet, a été pendant près de quinze ans responsable de la JOC et a présidé la JOC internationale. De Bruxelles, Ferreirinha a pu poursuivre son activité militante comme il l'entendait et informer les milieux syndicalistes européens sur le Brésil. Il a ainsi rencontré à plusieurs reprises des membres de la CFDT à Bruxelles et à Paris. Lors d'une de ses visites à la confédération, il introduit Roberto Décio de Las Casas auprès d'Edmond Maire et René Salanne, un intellectuel qui travaille au CNRS et fait une thèse avec Alain Touraine sur le comportement ouvrier au Chili¹¹. Intéressé par la CFDT, symbole d'une gauche non-communiste très présente dans les mouvements sociaux, il a sollicité une rencontre, attiré par le projet porté par la centrale qui défend alors la planification démocratique, la propriété sociale des moyens de production et l'autogestion comme « les voies de passage » au socialisme.

À ces deux hommes s'adjoint José Ibrahim, un autre syndicaliste qui réside à Bruxelles, où il a fait la connaissance de Cardoso. *Leader* d'un mouvement de grève dans la banlieue de São Paulo, à Osasco, il était parvenu à créer un mouvement syndical d'opposition dans la métallurgie et à se faire élire aux élections face à l'organisation officielle. Son action a tant de résonance qu'elle pousse le gouvernement à casser son syndicat, obligeant José Ibrahim à entrer dans la clandestinité. Arrêté et torturé, il est libéré en septembre 1969 en compagnie de

10. Ces éléments biographiques, ainsi que ceux concernant José Ibrahim, nous ont été fournis par Denis Jacquot qui s'est appuyé sur les archives du Cedoc (Centre de documentation et de mémoire de la CUT).

11. De cette rencontre ont été conservées les notes manuscrites de René Salanne, prises durant l'entretien, « Brésil 6 janvier 1973 », 8H1996.



quatorze autres militants politiques en échange du relâchement de l'ambassadeur des États-Unis, enlevé quelques jours plus tôt par deux groupes armés (le MR-8 et l'ALN). Condamné immédiatement à l'exil au Mexique, il se rend d'abord à Cuba, puis au Chili, avant de rejoindre l'Europe. Aidé par le comité de solidarité Belgique-Bésil, il avait pu être embauché comme ouvrier qualifié dans une entreprise métallurgique [Chotil, 2015].

Par l'intermédiaire de ces militants, la CFDT prend la mesure de l'Opposition syndicale. La confédération décide immédiatement de lui apporter son soutien. Celui-ci n'est pas rendu public en dehors de la centrale, mais il s'inscrit dans les valeurs portées par la confédération. En 1973, dans son rapport général, elle revendique sa « solidarité avec les luttes des peuples contre les régimes antidémocratiques et fascistes¹² ». Par ailleurs, les objectifs affichés par les membres de l'Opposition, hostile au régime militaire, contestant le syndicalisme officiel de type corporatiste hérité de Vargas, sont en accord avec les orientations de la centrale. La confédération revendique en effet « un syndicalisme de masse et de classe », le syndicat devant être « l'expression des travailleurs et moyen d'action, [qui] organise et coordonne les luttes ». La centrale proclame « une authentique indépendance » à l'égard de toute autorité, ecclésiastique ou laïque, patronale ou politique¹³.

Les exilés brésiliens utilisent eux aussi ce discours de classe et affichent la même volonté d'indépendance, comme le montre le premier document rédigé de leurs mains et destiné à faire connaître leur mouvement à l'étranger. Ils y annoncent leur souhait de créer, à long terme, une « structure syndicale réellement indépendante des intérêts de la bourgeoisie », et, à court terme, l'organisation et le développement des luttes revendicatives au niveau des entreprises¹⁴. Le mouvement se revendique comme « l'instrument que se sont donné les travailleurs pour se regrouper autour de la défense de leurs intérêts de classe, en les démarquant nettement de ceux des classes dominantes »¹⁵. Ils démontrent par là, dans la continuité des actes qui les ont menés à l'exil, leur opposition aux structures syndicales imposées par le gouvernement brésilien, organisées autour de syndicats uniques par branche, financés par « l'impôt syndical » prélevé automatiquement sur le salaire, en partie pour accomplir les fonctions d'assistance que ces syndicats ont pour obligation d'assurer. Un tel système, inspiré de celui mis en place par le régime fasciste italien, s'est renforcé après le coup d'État en 1964 avec la restriction accrue du droit de grève et la répression de toute forme d'organisation

12. *Rapport général présenté par le Bureau national*, 36^e congrès confédéral CFDT, 1973, p. 54, 1G55.

13. *Résolution générale*, 36^e congrès confédéral CFDT, 1973 (reproduit dans *Syndicalisme hebdo*, 7 juin 1973, p. 16-21), p. 18-19, 1G53.

14. *L'Opposition syndicale au Brésil*, 2 juillet 1974, p. 13-14, 8H1996.

15. *Ibid.*

parallèle; il fait ainsi du syndicat une « institution de collaboration avec l'État » [Leite Lopes, 1991, p. 76; French, 2004].

Ainsi, quelques mois seulement après la première rencontre avec José Cardoso, des syndicalistes brésiliens sont accueillis en stage à la confédération qui organise même des sessions de travail avec ses fédérations¹⁶. Dans les années qui suivent, la CFDT consacre 42 000 francs par an à la formation de syndicalistes brésiliens, à la production de matériel de propagande et à l'organisation de rencontres syndicales – cet argent servant à financer en particulier les déplacements de Brésiliens éparpillés en Europe¹⁷. Pour mener ces opérations à bien, la confédération s'est appuyée sur Alfred Hervé-Gruyer, que connaissait José Cardoso. Sous la menace d'une arrestation, il était parvenu à quitter le Brésil. Par ses contacts, il est devenu très vite le relais par lequel la CFDT a pu discrètement apporter une aide matérielle aux syndicalistes brésiliens qui tentaient de résister au pouvoir¹⁸.

La mobilisation en faveur de l'ouverture du régime et le mouvement de solidarité prend de l'ampleur à partir du milieu des années 1970, lorsque Paris devient le principal centre des exilés brésiliens fuyant la répression. C'est en 1975 que le Comité France-Brésil – ancien Comité de défense de prisonniers politiques – renaît et que le Comité Brésil-amnistie est créé [Chirio-Franco, 2010]. José Cardoso, à l'issue de son mandat à la JOC internationale, s'installe lui aussi à Paris, en partie grâce à la CFDT qui l'a aidé à préparer sa reconversion professionnelle en le formant comme métallo au centre Yves-Bodiguel [Chotil, 2015]. L'implantation de l'Opposition syndicale dans la capitale française s'en trouve renforcée: un noyau se forme, alimenté par l'arrivée de nouveaux exilés (Affonso Delellis, qui dirigeait le syndicat des métallurgistes de São Paulo, et Antônio Florès).

La CFDT voit son rôle s'accroître d'autant plus que c'est également à ce moment que l'Opposition syndicale décide de sortir de la clandestinité. La Fédération CFDT de la métallurgie, la FGM, accepte d'abriter dans ses locaux, rue Mayran, un bureau permanent de l'Opposition syndicale. Ce bureau devient le siège de la brochure éditée par les exilés, imprimée par les services de la CFDT: *Brésil information*, qui deviendra *Le Brésil des travailleurs* en 1976. René Salanne se charge de présenter le premier numéro¹⁹. Le premier directeur de la publication est Alfred Hervé-Gruyer, avant que Paulette Rippert, l'ancienne militante partie au Brésil en 1964, ne prenne, plus tard, la relève. Le bulletin, informant de l'actualité sociale brésilienne, est traduit en français et ronéoté dans ces locaux, avec l'aide de militants de la FGM et du secteur international. Son objectif est d'alerter l'opinion française et permettre la continuité de l'expression syndicale.

16. Lettre de R. Salanne à A. Soulat, 3 mai 1973, 8H1996.

17. Document SI, *Solidarité CFDT Brésil*, probablement fin 1974, 8H1996.

18. Entretien avec René Salanne (14 mars 2013).

19. *Le Brésil des travailleurs*, CFDT-Information, 1976.



Ainsi, il est non seulement question de la répression du régime, mais également de l'actualité syndicale et de la réalité ouvrière. Par ailleurs, la confédération facilite, par sa connaissance du paysage syndical, la prise de contact des Brésiliens avec les autres centrales européennes, en particulier les membres de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). En témoigne l'introduction qu'elle offre à Hervé-Gruyer, lorsque celui-ci a cherché à rencontrer les représentants de la confédération LO (Norvège) au nom de l'Opposition syndicale brésilienne²⁰. Le succès de cette entreprise est révélé par l'organisation d'un grand *meeting* de solidarité à la Maison de l'Amérique latine à Bruxelles, qui réunit entre trente et quarante délégations « pour un syndicalisme autonome et indépendant²¹ ». Trois responsables de la CFDT y sont présents (Roger Briesch, Denis Jacquot, membres du secteur international, et Alfred Moutet) et participent à des rencontres parallèles entre représentants de l'Opposition syndicale et des organisations syndicales européennes²². Au congrès de Brest, en 1979, la CFDT peut ainsi faire valoir la présence de José Cardoso comme membre de l'Opposition syndicale brésilienne et diffuser son message aux congressistes dans lequel il rappelle les « liens étroits » entre les deux organisations²³.

Reconsidérations stratégiques

La collaboration avec les exilés brésiliens n'est cependant pas complètement satisfaisante. La première prise de conscience des limites de cette relation a lieu après le voyage d'un responsable CFDT, membre de la commission exécutive. En 1978, Hubert Lesire-Ogrel est invité à passer le 1^{er} mai au Chili. Il a la possibilité de prolonger son séjour au Brésil pour rencontrer les personnes indiquées par les contacts de la CFDT. Or ces rencontres lui paraissent très décevantes : elles ne lui ont pas permis de se rendre compte de la représentativité de ces responsables. Il rentre en France avec l'impression de n'avoir disposé que d'une vue partielle et avoue dans son compte rendu ne pas être certain de la fiabilité de sa synthèse présentée à la commission exécutive. Il exprime sa crainte que la CFDT ne « s'enferme dans un ghetto, fut-ce avec des gens sympathiques, proches d'[elle]²⁴. » Le Cedal (le centre de formation lié à l'Opposition syndicale) lui semble bien trop marqué idéologiquement par sa proximité avec les milieux

20. Lettre d'Anibal [nom de code pour A. Hervé-Gruyer] à R. Tralenes (Conseil des syndicats nordiques), 28 août 1977, transmise en copie à R. Salanne, 8H1906.

21. Quelques documents de la conférence ont été conservés dans 8H1996. Cf. Chotil [2015, p. 206-208].

22. En attestent les notes manuscrites que D. Jacquot a prises à cette occasion, « 31 mars 1979, Opposition Syndicale Bruxelles », 8H1996.

23. *Message des délégations étrangères*, 38^e congrès confédéral CFDT, 1979, 1G65.

24. Rapport d'H. Lesire-Ogrel, *Mission en Amérique latine (mai 78)*, 19 mai 1978, 8H1979.

chrétiens. De ce fait, Lesire-Ogrel invite la confédération à faire attention qu'il ne fasse pas écran entre elle et le syndicalisme brésilien.

Ce jugement n'étonne pas de la part d'un responsable proche des milieux les plus radicaux de la confédération – il avait notamment soutenu la ligne la plus « autogestionnaire » de Fredo Krumnow au congrès de 1970. Toutefois, et même s'il témoigne d'une prise de conscience précoce des mouvements sociaux émergents au Brésil, ce n'est pas seulement une question de sensibilité politique : au même moment, les grandes grèves, dites « de l'ABC », au sein des entreprises métallurgiques de São Paulo, débutées le 12 mai et qui mobiliseront au printemps, puis à l'automne 1978 des centaines de milliers de travailleurs pour un réajustement des salaires [Keck, 1992], confirment cette impression. Il existe bien au Brésil un courant formé de militants qui, tout en s'intégrant dans le syndicat officiel, tentent de maintenir un syndicalisme dit « authentique » – qualifié ainsi par les Brésiliens eux-mêmes –, qui porte les revendications des travailleurs et se distingue de l'Opposition syndicale. Tandis que cette dernière s'est structurée dans la clandestinité et en lien avec l'exil, les Authentiques ont émergé au Brésil au sein du syndicalisme gouvernemental. S'ils se sont constitués différemment, ces deux groupes ne s'ignorent pas pour autant, comme le montre un communiqué de l'Unité syndicale brésilienne (nouveau nom du Brésil des travailleurs), qui informe des répressions dont sont victimes les Authentiques en novembre 1978²⁵. Ils partagent par ailleurs le même désir de construire un nouveau syndicalisme qui romprait avec le système hérité de Vargas.

À ce moment-là, la confédération prend conscience que l'Opposition syndicale ne constitue pas le seul syndicalisme digne d'intérêt au Brésil. Pour les travailleurs, approcher ceux qui se proclament Authentiques, devient indispensable. Dès le premier voyage entrepris en 1979 par deux membres de la FGM, Jean Kaspar et Alfred Moutet, c'est l'objectif avoué. Décidé par la confédération, le séjour a pour but, d'une part, d'approfondir les liens existant entre la CFDT et l'Opposition syndicale et d'autre part de confronter avec les militants brésiliens les expériences de lutte et l'analyse de l'action syndicale²⁶. Le séjour est ainsi fait de multitude de contacts avec des responsables syndicaux, parfois des militants de base, à un rythme soutenu, six ou sept réunions peuvent être organisées dans une même journée²⁷. Les délégués de la CFDT apportent leur aide à des militants longtemps enfermés par la dictature. Le programme de la visite prévoit des discussions sur l'action revendicative, notamment dans les firmes

25. Communiqué du 1^{er} novembre 1978, 8H1996. Cf. l'interview de José Cardoso dans *Syndicalisme hebdo*, « Brésil quand on rentre au pays », 26 juillet 1979. Sur les positions des Authentiques en 1978, cf. French [1992].

26. Document SI, Projet de voyage de deux représentants de la CFDT au Brésil, juin 1978, 8H1996.

27. Chronologie 29 janvier – 9 février, 8H1996.



multinationales, mais également sur les relations syndicats/partis, l'autonomie de l'organisation syndicale ou encore le socialisme démocratique. À travers ces formules, même si ce n'est pas dit expressément, il est clair que le voyage doit servir à prendre contact avec les Authentiques, en particulier avec le dirigeant des mouvements de grève dans la région de São Paulo, Luiz Inácio Lula da Silva. Jean Kaspar se souvient d'avoir passé ses journées «à attendre Lula», finalement rencontré à la toute fin du séjour²⁸.

Le soutien de la CFDT à la création de la CUT

Les premiers échanges avec les Authentiques finissent de convaincre les membres de la CFDT de la nécessité de les soutenir. L'impression laissée par l'équipe de Lula est très positive: le compte rendu décrit une «équipe solide», composée de responsables «attentifs aux problèmes de pratique syndicale» et annonce l'intention de la confédération d'aider ces militants²⁹. Après avoir soutenu les exilés en leur permettant de s'organiser et de poursuivre une activité militante, la CFDT fait donc évoluer sa politique brésilienne pour s'appuyer directement sur la réalité intérieure du pays et replacer ainsi sa politique internationale dans le cadre d'une solidarité entre organisations syndicales nationales.

Une telle évolution est le fruit de la volonté de ne pas se couper de la situation réelle du pays, mais se comprend aussi par le nouveau regard porté sur l'action syndicale à la fin des années 1970. Le mouvement des Authentiques, issu du terrain social, cherche des avancées au niveau de l'entreprise dans l'action revendicative, en se confrontant directement au patronat. Son combat vise une amélioration progressive. En prêtant attention à la situation quotidienne des travailleurs, les Authentiques obtiennent des améliorations significatives, comme la fin du blocage des salaires dans les usines de l'ABC après les grandes grèves de 1978. En faisant usage de la grève, alors qu'elle est encore illégale, ils donnent une visibilité réelle au rôle du syndicat et ouvrent une brèche dans le fonctionnement du régime. Ces stratégies d'action sont favorablement perçues au sein de la CFDT qui procède au même moment à une réévaluation de sa politique revendicative et cherche à favoriser son action dans l'entreprise.

L'ouverture du régime en 1979 favorise le redéploiement de la CFDT en permettant le retour des exilés qui trouvent rapidement une place. José Cardoso rejoint le Centre d'action communautaire (Cedac) à Rio et José Ibrahim fonde le Capps à São Paulo à son retour de Belgique. La confiance des années d'exil se maintient, ils sont considérés comme des interlocuteurs fiables, mais la CFDT pousse en même temps à un travail commun avec les Authentiques. La

28. *Ibid.*, entretien avec J. Kaspar (18 novembre 2013). Cette rencontre a permis de lui remettre une somme d'argent pour son syndicat.

29. *Ibid.*

collaboration se concrétise par des missions et des stages de formation encadrés par le Cedac ou le Capps. En l'espace de deux ans, quatre autres missions sont envoyées au Brésil, menées par divers responsables. Un premier stage, encadré par le Cedac avec l'aide de la confédération, a lieu en juin 1979 et se révèle concluant. Peu de temps après, en octobre, le secteur international établit son plan de travail au Brésil, considéré comme une priorité pour les trois ans à venir alors que les Brésiliens ont annoncé la création d'une nouvelle confédération syndicale³⁰. Les programmes de formation syndicale doivent donc permettre d'établir des « diagnostics précis préalables à toute stratégie d'action » et de développer des « filières de solidarité continue » pour aider à la construction de structures syndicales horizontales capables de prendre en charge les mouvements revendicatifs³¹. Le but de ces missions n'est pas de « s'enfermer » dans ces organismes, mais d'utiliser les relations de leurs membres avec les Authentiques pour encourager la création d'une confédération autonome. Pour cela, un financement est programmé : dès l'année suivante, la CFDT prévoit un stage de trois semaines, comprenant cinq séances de formations régionales, réunissant chacun une trentaine de militants et de nombreux déplacements afin de multiplier les contacts ainsi qu'un stage national « d'approfondissement » pour une trentaine d'entre eux³². L'ensemble représentait une charge de près de 25 000 francs à prélever sur les fonds de la solidarité syndicale mondiale (la part prélevée sur les cotisations syndicales des adhérents pour financer les actions de solidarité internationale). La difficulté majeure est de faire dialoguer deux cultures différentes, entre ceux qui ont privilégié l'action de l'extérieur et la construction par la base en rejetant la structure officielle, et ceux qui, de l'intérieur des syndicats officiels, en s'appuyant sur des dirigeants locaux, ont développé une véritable action revendicative³³.

En avril 1980, Roger Briesch et Jean Limonet, trésorier de la FGM, participent à l'élaboration, durant leur séjour, d'une « contribution pour un programme d'action syndicale », destinée à être présentée lors de la rencontre nationale de Taboa da Serra, réunissant une quarantaine de dirigeants syndicaux d'organisations engagées depuis la réunion de João Monlevade (Minas Gerais) dans la coordination de leur action. Le texte entend à la fois rappeler les grands principes que devrait défendre la nouvelle organisation – autonome des partis, indépendante du gouvernement, au service des travailleurs, soucieuse des rapports de force – et établir les objectifs immédiats sur lesquels devraient s'entendre les

30. Document SI, *Programme de formation syndicale au Brésil*, 15 octobre 1979, 8H1996.

31. *Ibid.*

32. La documentation disponible à la CFDT ne donne pas plus de détails sur les personnes ayant participé à ces stages ni sur les contenus de ces derniers, le dépouillement des archives du Cedac permettrait sans doute de mieux saisir l'impact de l'apport de la centrale française.

33. Entretien avec Denis Jacquot.



militants : développer des structures de coordination pour amorcer les luttes et faire converger les luttes revendicatives³⁴.

Du point de vue de la CFDT, ces échanges sont conçus pour faire connaître et promouvoir par l'argumentation les orientations proposées, en l'occurrence faire en sorte que le syndicalisme se construise de façon horizontale, en autonomie et à partir des entreprises. Si le syndicaliste en délégation au Brésil exprime ses préférences, soit une centrale orientée sur un « type CFDT », il ne l'envisage pas comme une condition absolue pour que s'exerce la solidarité. La proximité idéologique nourrit l'intérêt de la CFDT pour ce qui se joue sur place, mais la confédération ne cherche pas à imposer sa vision. En ce sens, les principes d'autonomie et de liberté de décision demeurent indéniables. Il faut encourager, non imposer³⁵. Néanmoins, la défense de telles positions pèse dans le débat qui agite le mouvement syndical brésilien où trois courants s'opposent. L'Opposition syndicale prône la coordination entre militants issus de la base. Le gouvernement, les *pellegos* mais aussi les communistes défendent une Intersyndicale sur le modèle portugais, qui réunirait les directions syndicales. Les Authentiques souhaitent la fondation d'une nouvelle organisation unique, totalement indépendante du gouvernement, organisée au sein des entreprises au niveau desquelles elle rechercherait la confrontation avec le patronat et l'instauration d'un rapport de force [Keck, 1991]. Par son action, la CFDT pousse non seulement à la collaboration entre l'Opposition syndicale et les Authentiques mais encourage aussi ces derniers face aux autres courants syndicaux.

À l'été 1980, c'est au tour de Jacques Chérèque, qui est alors le secrétaire général adjoint de la CFDT et responsable du secteur international, et Denis Jacquot de s'y rendre. Ils peuvent alors participer à la réunion de Taboá da Serra, finalement organisée en juillet, où ils sont d'ailleurs les seuls représentants étrangers. Selon les méthodes éprouvées, ils multiplient encore une fois les contacts, aidés par la présence à leurs côtés de Paulette Rippert et peuvent présenter au secteur international, à leur retour, « l'émergence d'un mouvement syndical indépendant et dynamique³⁶ ».

Leurs positions semblent l'emporter lorsqu'en août 1981, au premier Conclat (*1^{re} Conferência nacional das classes trabalhadoras*), réunissant toutes les tendances du syndicalisme, auquel Denis Jacquot est également présent, les représentants syndicaux s'engagent à mettre en place une centrale unique des travailleurs sur

34. Document de travail, *Contribution pour un programme d'action syndicale*, annoté par D. Jacquot, « Texte élaboré à la session de mai 1980 – préparation rencontre nationale juillet 1980 », 8H1997.

35. En attestent les notes personnelles de R. Briesch, *Quelques idées sur la situation brésilienne*, avril-mai 1980, 8H1997.

36. Document SI, *Mission CFDT au Brésil juillet 1980*, 29 septembre 1980, 8H1997.

les bases d'un projet porté par les Authentiques³⁷. Lorsque s'annonce le deuxième Conclat l'année suivante, la confédération entend ainsi participer à son financement, pour permettre la présence plus massive des Authentiques, qui veulent lancer la nouvelle organisation³⁸. Du fait des tensions entre les organisations brésiliennes, la deuxième conférence est retardée mais la CFDT poursuit son action en faveur de la reconnaissance du mouvement brésilien en cours. À son congrès de Metz en 1982, pour la première fois, un délégué brésilien de l'intérieur est présent, João Paulo Pires Vasconcelos de Monlevade. Avec Jacquot, ils mettent au point un document en français, en anglais et en portugais destiné à être diffusé dans les couloirs de l'OIT le mois suivant. Dans ce document, au nom des travailleurs brésiliens, ils dénoncent les conséquences du manque de liberté syndicale et la répression du gouvernement³⁹.

Lorsque le deuxième Conclat (connu comme le *1^o Congresso nacional da classe trabalhadora*⁴⁰) se tient finalement en août 1983 et se transforme en acte de création de la Centrale unique des travailleurs (CUT), Jacquot et Briesch sont présents, ils étaient déjà au Brésil pour un séminaire de formation du Cedac un peu plus de trois mois auparavant. L'intervention de Briesch à cette occasion, prévue dans le cadre des interventions étrangères, permet à la CFDT de saluer l'œuvre accomplie et de souligner la convergence entre les deux organisations: «Nous sommes présents à vos côtés parce que nous partageons avec vous la même conception syndicale»⁴¹. Les deux délégués de la CFDT vont même plus loin. Lorsque le congrès annonce officiellement la création de la nouvelle organisation, ils prennent immédiatement l'initiative d'approuver l'événement, ce qui est interprété par les Brésiliens comme une reconnaissance en bonne et due forme, essentielle dans le contexte brésilien: ce Conclat, retardé pendant de long mois, s'était réuni malgré l'opposition et l'absence des syndicalistes qui seront à l'origine de la création de la CGT trois ans plus tard, en 1986. L'affaire était par ailleurs délicate, les deux délégués n'avaient pas été mandatés en ce sens par la commission exécutive de la CFDT, la seule habilitée à prendre une telle décision. L'enchaînement des faits explique cet «abus». Comme une nouvelle prise de parole des délégués étrangers n'est pas prévue, conscients du moment historique qu'ils sont en train de vivre, après les années de préparation, les deux

37. Note de D. Jacquot, *Bilan des contacts CFDT Brésil août 1981*, 21 septembre 1981, 8H1998.

38. Note de D. Jacquot à J. Chérèque et R. Briesch, Note préparatoire à la réunion d'évaluation avec la délégation brésilienne du 8 décembre 1981, 7 décembre 1981, 8H1998.

39. Entretien avec D. Jacquot, le document se trouve sous la cote 8H1998.

40. Le 1^{er} Conclat rassemblait l'ensemble des organisations syndicales. Les divisions entre elles sur la stratégie à adopter, évoquées plus haut, conduisent à ce qu'au 2^e Conclat ne participent que les groupes qui vont s'unir au sein de la CUT, ce qui explique le changement de nom de *Conferência* en *Congresso*.

41. Notes manuscrites de D. Jacquot, «Intervention Roger Briesch sur un texte rédigé par D. Jacquot, congrès août 1983», 8H2118.



délégués prennent la décision de faire passer un message à la tribune, message où ils approuvent les événements qui viennent d'avoir lieu, ce que les Brésiliens traduisent comme la reconnaissance de la nouvelle organisation, immédiatement annoncée à la tribune. Dans l'enthousiasme général, cela donne à la CFDT une aura toute particulière, ses délégués sont les premiers internationaux à faire une telle démarche – la CISL et l'UIL italiennes, l'UGT espagnole et la FNV, également présentes, n'ont pas eu la même audace.

La CUT créée, la CFDT poursuit son action dans le but de la soutenir. Le secteur international est en effet conscient du fait que la situation n'est pas stabilisée, l'attitude des *pellegos* et des communistes demeure inconnue, il est possible que les autres composantes syndicales aspirent à créer une confédération concurrente à la centrale unique⁴². Pour accroître la légitimité de la CUT, une tournée européenne est organisée afin de présenter la nouvelle organisation syndicale, notamment aux membres de la Confédération internationale des syndicats libres (dont la CFDT est en train de se rapprocher après avoir quitté la CISC-CMT⁴³) – une délégation conduite par Jair Meneghelli séjourna dans diverses capitales européennes en février 1984. La CFDT accompagne les Brésiliens dans la structuration de leur centrale et son adaptation au contexte de progressive ouverture démocratique. À la suite d'une demande effectuée par des avocats brésiliens en visite à la confédération, son responsable juridique, Jean-Paul Murcier se rend sur place pour les aider, à travers une session sur le Code du travail menée avec João de Vasconcelos, à appuyer la consolidation des lois du travail et à avancer leurs propositions en matière de droit du travail et de structures syndicales⁴⁴. Au moment où le pays discute d'une nouvelle constitution et d'une nouvelle loi syndicale, il s'agit de défendre un syndicalisme libre et la conquête d'un espace de liberté par la négociation. Murcier prolongera ce travail en réalisant une étude pour la CUT sur les droits fondamentaux que la nouvelle constitution devrait reconnaître aux travailleurs.

Au-delà de la CUT elle-même, la CFDT apporte son aide au Parti des travailleurs (PT), pourtant un mouvement politique, mais qui émane des mêmes syndicalistes à l'origine de la CUT⁴⁵. Dès son premier voyage, Jacques Chêrèque a remis directement à Lula une somme en liquide⁴⁶. Le dirigeant brésilien est

42. Comme le montre la note de D. Jacquot, *Bilan : les perspectives après la création de la CUT*, 13 septembre 1983, 8H2118.

43. La Confédération internationale des syndicats chrétiens devient en 1968 la Confédération mondiale du travail. La CFDT, après avoir œuvré à sa transformation, la quitte en 1979.

44. Session relatée par J.-P. Murcier, *Coopération CFDT France-CUT Brésil. Évaluation du séminaire sur le Code du travail (Praia Grande/1^{er}-3 octobre 1985)*, 14 octobre 1985, 8H2120. Une étude juridique des documents sans doute conservés dans les archives brésiliennes serait nécessaire pour prendre la mesure de l'apport de la CFDT.

45. Sur ces liens et les difficultés de l'indépendance syndicale au Brésil, cf. Kerk [1992] et Gagnon [2008].

46. Note manuscrite de Lula reconnaissant avoir reçu 15 000 francs, juillet 1980, 8H1997.

reçu très officiellement à la confédération, invité à s'exprimer devant le conseil national, ce qui constitue une première pour un dirigeant politique étranger dans le cadre de cette instance. Au cours d'une conférence de presse est diffusé un ensemble de documents sur son parti⁴⁷. À sa demande, elle introduit le PT auprès du Parti socialiste français. Le contexte brésilien explique cet écart de la part de la CFDT par rapport aux principes qu'elle défend, et qu'elle respectera scrupuleusement par la suite. Soucieuse de préserver son autonomie, elle prend soin de distinguer l'action syndicale de toute « tentation politique », mais comme les syndicalistes brésiliens sont convaincus de la nécessité d'un relais politique et en l'absence de ce dernier, la confédération doit admettre que c'est aux syndicalistes de le créer⁴⁸. Ainsi la confédération accepte d'infléchir ses principes pour venir en aide à un parti politique. Si elle agit ainsi, c'est aussi parce qu'elle a pu apprécier la position de Lula lors des débats du Conclat, il a refusé d'intervenir durant la conférence au nom de l'incompatibilité avec sa charge politique. Il a aussi fait savoir sa préférence pour une direction collégiale représentant les différentes sensibilités, face à ceux qui souhaitaient « marquer », dans le choix de la direction, la liaison entre la centrale et le parti.

Signe de l'importance de la CUT aux yeux de la CFDT, le dernier voyage qu'entreprend Edmond Maire en tant que secrétaire général se déroule au Brésil, à un moment où l'ouverture du régime autorise une visite publique valorisant le mouvement syndical⁴⁹. Il vient couronner un compagnonnage poursuivi pendant des années qui a contribué à redessiner les formes du syndicalisme brésilien, par le soutien aux exilés, par le travail de formation fait auprès des militants brésiliens, par l'action en faveur du rapprochement de l'Opposition syndicale et des Authentiques, ce qui a abouti à la création d'une centrale unitaire. Le rôle de l'exil dans la refonte syndicale du Brésil contemporain, par les rencontres qu'il a fait naître, s'avère fondamental. Certes la CUT et le PT ont émergé dans le pays, portés par des militants locaux, mais leurs fondateurs ont bénéficié d'échanges qui ont pris forme dans les relations entre la CFDT et des Brésiliens réfugiés en France. La logique et le déroulement des événements au plan national ne peuvent donc être saisis que dans leurs interactions avec un contexte mondial.

De même, le parcours de ce compagnonnage avec les Brésiliens permet de mieux comprendre l'attitude et les valeurs portées par la CFDT elle-même. Pour cette dernière, il s'agissait d'abord de venir en aide à des exilés, organisés clandestinement, afin de faciliter leur action. Cette aide relève des valeurs de la solidarité internationaliste, repose sur une conception partagée de la lutte à mener, encouragée par la proximité politique. La découverte progressive de la réalité

47. Cette visite a eu lieu en janvier 1981, documents dans 8H1998.

48. Cf. notamment la note de R. Briesch, *op. cit.*

49. Voyage relaté dans *Syndicalisme hebdo*, cf. en particulier « De retour d'Amérique latine. Une interview d'Edmond Maire », n° 2202, 23 mars 1988.



complexe du syndicalisme brésilien l'a amenée à évoluer et à essayer de promouvoir un syndicalisme conforme à ses valeurs. L'originalité de cette expérience, au sein de sa politique internationale, outre son implication progressive, réside dans le contexte qui l'a vue naître, la confédération ne disposant d'aucun des relais habituels. Les circonstances de l'exil ont permis que se noue cette relation et la rencontre de militants qui partageaient une culture commune forgée dans les mouvements catholiques. Mais c'est surtout au nom d'une certaine conception syndicale que la CFDT a d'abord soutenu les exilés puis s'est ensuite rapprochée des Authentiques, connus par l'intermédiaire de ces militants, leur lutte faisant alors écho aux réflexions internes sur la légitimité de l'action syndicale et la recherche d'un mouvement social, actif en priorité dans les entreprises. Cette expérience – que seule l'étude de relations complexes s'établissant au niveau mondial permet de saisir pleinement – en dit donc autant sur la reconstruction syndicale du Brésil que sur la CFDT de la fin des années 1970 et 1980.

BIBLIOGRAPHIE

- BANTMAN Constance et ALTENA Bert (dir.), *Reassessing the Transnational Turn: Scales of Analysis in Anarchist and Syndicalist Studies*, New York, Routledge, 2015.
- BELOUET Éric, « La JOC et les organisations syndicales (1927-1997) », *Cahiers de l'atelier*, n° 484, 1999.
- CHIRIO Maud, « Formes et dynamiques des mobilisations politiques des exilés brésiliens en France (1968-1979) », *Cahiers des Amériques latines*, n° 48-49, 2005, p. 75-89.
- CHIRIO Maud et FRANCO Marina, « Révolutionnaires, résistants humanistes, victimes de la terreur d'État ? Les mutations des identités politiques des exilés brésiliens et argentins en France (1960-1980) », in Piero-D. GALLORO (dir.), *L'Exil des Sud-Américains en Europe francophone*, Presses universitaires de Nancy, 2010.
- CHOTIL Mazé Torquato, *L'Exil ouvrier : la saga des Brésiliens contraints au départ (1964-1985)*, Estaimpuis, 2015.
- ERICKSON Kenneth P., *The Brazilian Corporative State and Working-Class Politics*, Berkeley, University of California Press, 1977.
- FINK Leon (dir.), *Workers Across the Americas: The Transnational Turn in Labor History*, Oxford University Press, 2011
- FRENCH John D., *Drowning in Laws: Labor Law and Brazilian Political Culture*, University of North California Press, 2004.
- FRENCH John D., *The Brazilian Workers'ABC: Class Conflict and Alliances in Modern São Paulo*, Chapel Hill/London, The University of North Carolina Press, 1992.
- GAGNON Mona-Josée et LANG Karen, « Brésil : un syndicalisme aux prises avec ses contradictions », *Chronique internationale de l'IRES*, n° 110, 2008, p. 33-42.
- KECK Margaret E., *The Workers'Party and Democratization in Brazil*, New Heaven/London, Yale University Press, 1992.
- LEGOUX Luc, « Changements et permanences dans la protection des réfugiés », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 20, n° 2, 2004.

- LEITE LOPES José Sergio, « Lectures savantes d'un syndicalisme paradoxal : la formation de la classe ouvrière brésilienne et le syndicalisme officiel », *Genèses*, vol. 3, n° 1, 1991, p. 73-96.
- MARIN Richard, *Dom Helder Camara, les puissants et les pauvres : pour une histoire de l'Église des pauvres dans le*

Nordeste brésilien (1955-1985), Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1995.

- ROLLEMBERG Denise, 2008, « Mémoires en exil, mémoires d'exil », in Idelette MUZART-FONSECA DOS SANTOS et Denis ROLLAND (dir.), *L'Exil brésilien en France : histoire et imaginaire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 17-34.

RÉSUMÉ

LA CFDT ET LE MOUVEMENT SYNDICAL BRÉSILIEN

ORIGINE ET DÉVELOPPEMENT D'UNE EXPÉRIENCE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Dans les relations internationales syndicales, l'entente qui s'est nouée entre la CFDT et la CUT brésilienne se distingue par sa longévité et son intensité. Cette étude vise à en montrer l'origine et les motivations. En effet, il a fallu le durcissement du régime et les circonstances de l'exil pour que la confédération rencontre des syndicalistes brésiliens. L'étude montre que la constitution du réseau s'est d'abord forgée dans les milieux jocistes avec des militants, anciens syndicalistes ou proches du mouvement ouvrier, réfugiés en Europe et avec lesquels elle partage une même analyse politique des réalités économiques et sociales. La Confédération a ainsi d'abord contribué à faire vivre l'Opposition syndicale par l'apport d'une aide très concrète, allant du prêt de locaux au soutien financier, avant de se rapprocher des Authentiques – les syndicalistes restés sur place et œuvrant au sein des syndicats officiels – qu'elle soutient dans leur projet de refondation syndicale aboutissant à la création de la CUT. La CFDT a ainsi activement contribué à la reconstruction syndicale et donc aux nouvelles formes de la démocratie brésilienne. L'article révèle que, dans l'évolution de l'attitude cédétiste, a joué d'une part le prolongement de l'exil, qui a créé une situation de coupure avec les acteurs directement aux prises avec les réalités sociales du pays, d'autre part la mutation propre de la centrale française, délaissant une approche plus « politique » héritée des années 1960 pour se recentrer sur l'action syndicale au sein des entreprises.

RESUMEN

LA CFDT Y EL MOVIMIENTO SINDICAL BRASILEÑO

ORIGEN Y DESARROLLO DE UNA EXPERIENCIA DE SOLIDARIDAD INTERNACIONAL

En las relaciones internacionales sindicales, el buen entendimiento que se forjó entre la CFDT francesa y la CUT brasileña se destacó por su duración y su intensidad. Este estudio tiene como objetivo de mostrar el origen y las motivaciones que lo propiciaron. Habrá que esperar el Gobierno autoritario y las circunstancias del exilio para que la confederación francesa vaya al encuentro de los sindicalistas brasileños: el estudio muestra que la constitución de una red se forjó primero en el entorno de las juventudes obreras católicas, entre militantes, antiguos sindicalistas o intelectuales cercanos



al medio obrero, refugiados en Europa, y con los cuales la CFDT compartía un mismo análisis político de las realidades económicas y sociales. La Confederación contribuyó a respaldar la Oposición sindical gracias a una ayuda muy concreta que iba del préstamo de locales al apoyo financiero. Se estableció una relación de confianza que permitió, en un segundo momento, acercarse a los Auténticos, el origen de la creación de la CUT, cuando, ante la mayor duración del exilio, la CFDT quiso tener una relación más directa con los militantes directamente vinculados con las realidades sociales del país, sosteniéndoles en su proyecto de refundación sindical. El estudio muestra también que, a través de esta acción de solidaridad, la CFDT ayudó a reconstruir confederaciones sindicales y, por lo tanto, a redefinir las nuevas formas de la democracia brasileña. Esta política brasileña que llevó la CFDT, más allá de revelar las apuestas de las relaciones internacionales sindicales, y la evolución de la confederación, orientándose hacia las luchas laborales dentro del mundo empresarial, ayudan a entender el Brasil contemporáneo.

ABSTRACT

THE CFDT AND THE BRAZILIAN TRADE UNION MOVEMENT
ORIGIN AND OF AN INTERNATIONAL SOLIDARITY EXPERIENCE

IN THE FIELD OF INTERNATIONAL RELATIONS AMONG UNIONS, THE GOOD RELATIONSHIP BETWEEN THE FRENCH CFDT AND THE BRAZILIAN CUT IS REMARKABLE IN TERMS OF ITS LONGEVITY AND INTENSITY. WE PROPOSE TO STUDY ITS ORIGIN AND MOTIVATIONS. IT TOOK THE HARDENING OF THE REGIME AND THE CIRCUMSTANCES OF THE EXILE FOR THE FRENCH CONFEDERATION TO MEET BRAZILIAN UNIONISTS. THE STUDY SHOWS THAT THE CONFEDERATION WAS FIRSTLY LINKED WITH YCW ACTIVISTS OF WHICH SOME WERE ALSO UNIONISTS AND REFUGEES IN EUROPE, AND WITH WHOM THE CFDT SHARED POLITICAL POINTS OF VIEW, SOCIAL AND ECONOMIC. THE CFDT THEN HELPED THE "OPPOSITION" FORCES BY PROVIDING VERY CONCRETE ASSISTANCE, RANGING FROM PROVISION OF WORKING PREMISES TO FINANCIAL SUPPORT, BEFORE MOVING CLOSER TO THE «AUTHENTIC» WHO WERE BEHIND THE CREATION OF THE CUT. INDEED AS THE EXILE APPEARED TO BE WITHOUT END, THE CFDT WANTED TO GET CLOSE TO ACTORS DIRECTLY GRAPPLING WITH THE SOCIAL REALITIES OF THE COUNTRY AND TO SUPPORT THE AUTHENTICS IN THEIR UNION REBUILDING PROJECT. THE STUDY ALSO SHOWS THAT THROUGH THIS ACTION OF SOLIDARITY THE CFDT PLAYED AN IMPORTANT ROLE IN THE RECONSTRUCTION OF UNIONS AND IN REDEFINING A NEW FORM OF BRAZILIAN DEMOCRACY. THEREFORE, POLITICS OF THE CFDT REGARDING BRAZIL, BEYOND REVEALING THE ISSUES OF TRADE UNION INTERNATIONAL RELATIONS AND HIGHLIGHTING THE EVOLUTION OF THE CONFEDERATION, MORE AND MORE PREOCCUPIED BY ITS IMPLANTATION IN THE FIRMS, HELP TO UNDERSTAND MAJOR ISSUES OF MODERN BRAZIL.

Tous mes remerciements aux relecteurs anonymes de la revue, dont les remarques m'ont permis de préciser plusieurs points.

Texte reçu le 21 décembre 2015, accepté le 18 juillet 2016.

MOTS-CLÉS

- syndicats
- exil
- solidarité internationale
- mouvements sociaux

PALABRAS CLAVES

- sindicatos
- exilio
- solidaridad internacional
- movimiento social

KEYWORDS

- unions
- exil
- international solidarity
- social movements